

ÉCHOS des JEUNES

En 2012, *F&D* s'était entretenu avec six jeunes personnes originaires de différents pays du monde, qui entraient dans la vie active, alors que la conjoncture économique était peu favorable.

Nous avons retrouvé quatre de ces jeunes gens — en Bosnie, en Égypte, au Japon et aux États-Unis. Nous n'avons pas pu joindre Adilmer Garcia au Pérou, car il avait quitté ses montagnes au Nord du pays pour un bidonville dans les faubourgs de Lima, où il cherchait du travail et essayait de poursuivre ses études. Il avait perdu sa place dans une entreprise de découpe de vitrages et, en 2012, il cherchait un emploi qui lui laisse la matinée ou l'après-midi libre pour étudier. Nous n'avons pas non plus réussi à retrouver la trace de Chioma Nwasonye, originaire du Sud du Nigéria, qui était en recherche d'emploi depuis qu'elle avait décroché son diplôme universitaire et avait décidé de continuer des études supérieures dans l'intervalle.

Voici ce que sont devenus les quatre jeunes avec qui nous avons pu nous entretenir, trois ans plus tard.

Décrocher un emploi de rêve en Bosnie

IRMA BORACIC-SUMAN avait achevé ses études de droit à l'université de Sarajevo en 2009. Il lui a fallu quatre ans et 385 lettres de candidature pour dénicher en mars 2013 le job de ses rêves.

Si Irma Boracic-Suman, maintenant âgée de 28 ans, est satisfaite de son emploi au tribunal municipal de Sarajevo, elle nous confie qu'elle connaît beaucoup d'autres jeunes qui sont sans emploi. La Bosnie-Herzégovine a le plus haut taux de chômage en Europe : 45 %. D'après l'agence bosniaque du travail et de l'emploi, ce pourcentage tombe à 27,5 % si l'on compte l'économie informelle.

«Quand ma collègue m'a téléphoné pour me dire que j'étais engagée comme auxiliaire administrative au tribunal municipal, j'ai cru que c'était une plaisanterie»,

dit-elle. Un an avant de décrocher ce poste, elle avait passé avec succès le concours d'entrée, sans la moindre perspective d'emploi ferme.

«Je passais mon temps à envoyer des candidatures et, quand on a fait tout ce qu'il faut pour débiter une carrière — les études de droit, le diplôme, le concours d'entrée, l'expérience requise —, on commence à désespérer et à sombrer dans la déprime», se souvient-elle.

Elle répondait à des offres d'emploi trouvées sur Internet, sur les sites de telle ou telle société et envoyait 90 % de ses candidatures par courrier. Dans la plupart des cas, elle ne recevait pas de réponse.

Elle considère que, s'il lui a fallu si longtemps pour trouver du travail, c'est parce que sa famille n'a pas d'influence, ni de relations politiques. Elle est fière d'avoir été choisie pour ses qualifications et compétences. «J'ai repris confiance dans le système judiciaire au cours de mon entretien d'embauche, car les questions posées portaient sur mes connaissances théoriques et pratiques





et mon avis sur certains points de droit», explique-t-elle. «Je suis contente qu'ils aient tenu compte de mes ambitions et des efforts que j'avais faits pour acquérir le bagage nécessaire.»

Elle travaille dans un service chargé de l'application des jugements relatifs au recouvrement des factures impayées par les compagnies municipales de Sarajevo. Contraintes budgétaires obligent, elle est la seule fonctionnaire titulaire de son service. «Je travaille très dur, mais je ne m'en plains pas. Je suis contente de pouvoir faire ce qui me plaît et je suis pleinement satisfaite.»

Elle pense que les années passées à attendre de trouver du travail lui ont enseigné la patience et la compassion, ce qui lui est utile lorsqu'elle a affaire à des gens qui ne peuvent pas payer leurs factures. «J'arrive à démêler un dossier parce que j'ai conscience de ce que l'injustice

«Je discute avec des gens qui ont d'autres formations professionnelles, des infirmières ou des informaticiens par exemple, et c'est désespérant pour eux de ne pas trouver de boulot dans leur domaine de compétence.»

et la pauvreté signifient dans notre société, et cela me permet peut-être de présenter les choses de façon plus claire», explique-t-elle.

L'an prochain, Irma Boracic-Suman pourra demander à être promue juge. Elle espère que ses qualités et son travail assidu seront pris en compte par le comité de sélection, mais dit qu'elle ne sera pas déçue si sa candidature n'est pas acceptée du premier coup.

M^{me} Boracic-Suman s'est mariée en décembre 2014, et le couple vit dans un appartement qu'elle a acheté récemment. L'emprunt sur vingt ans qu'elle a contracté rogne près de la moitié de son salaire mensuel de 1.200 marks bosniaques (754 dollars). Mais elle est optimiste. «Nous avons notre appartement à nous, des emplois stables et des salaires de fonctionnaires», dit-elle. Elle compte sur une augmentation une fois qu'elle sera promue juge.

Bien qu'Irma Boracic-Suman se sente heureuse en Bosnie-Herzégovine, elle comprend pourquoi certains jeunes veulent émigrer. «Je discute avec des gens qui ont d'autres formations professionnelles, des infirmières ou des informaticiens par exemple, et c'est désespérant pour eux de ne pas trouver de boulot dans leur domaine de compétence. Même s'ils ont une importance vitale pour le bon fonctionnement et le développement du pays, l'État ne se préoccupe pas de leur offrir des possibilités d'emploi», dit-elle.

À son avis, la réglementation du travail est la principale raison de l'exode massif des jeunes. Si les régimes de pension étaient mieux organisés, les travailleurs âgés pourraient prendre leur retraite, ce qui offrirait des débouchés aux jeunes.

«Il faut de la ténacité pour réussir, au moins dans ce pays. Les gens ici sont condamnés à obtenir eux-mêmes ce qu'ils veulent, à se débrouiller avec leurs qualités propres et à leur façon. Dans mon cas, mes efforts ont été pris en compte, et je ne peux que recommander à tout un chacun de défendre ses droits avec détermination.» ■

Reportage : Daria Sito-Sucic; photo : Dado Ruvic

Nomination aux Oscars en Égypte

AHMED HASSAN n'aurait jamais imaginé que les clips vidéo qu'il s'était donné tant de mal pour filmer pendant les 18 jours de la révolution de janvier 2011 en Égypte allaient bouleverser le cours de son existence. Hassan avait rencontré un cinéaste égypto-américain, Jehane Noujaim, et l'un et l'autre se sont équipés de caméras vidéo pour suivre le déroulement des événements heure après heure.

Ils en ont fait un documentaire long métrage, «The Square» (La Place), avec Noujaim à la réalisation et Hassan comme directeur de la photographie et personnage principal. Le documentaire chronique la révolution — depuis la chute d'Hosni Mubarak jusqu'à son remplacement par le Président élu Mohamed Morsi en 2013. «The Square» a été retenu pour la course aux Oscars en 2014.

Le film n'a pas été primé aux Oscars, mais, grâce à sa diffusion internationale (Netflix a commencé à le proposer sur Internet dès janvier 2014), le jeune homme de la classe moyenne s'est retrouvé catapulté au rang de star, alors même que les autorités tentaient d'empêcher la circulation du documentaire en Égypte.

«Les autorités ont censuré le film et interdit sa projection en salle, mais il a circulé sur YouTube, et des CD de contrefaçon se sont vendus dans les rues», explique Hassan. «Il est vrai que nous n'avons pas touché de droits, mais notre film a été visionné dans tous les foyers, et des cafés populaires ont organisé des séances spéciales pour le passer — et j'y étais invité. Je ne peux pas vous dire à quel point j'étais heureux.»

En août 2014, Hassan a été le premier Égyptien à être couronné par l'Académie internationale des arts et sciences de la télévision aux États-Unis (Emmy award) pour son rôle dans «The Square».

Mais Hassan est réticent à jouer un rôle de star et de leader. «Après la révolution, des jeunes ont tenté de m'encourager à parler en leur nom aux médias, mais j'ai refusé, parce que je ne me vois pas dans le rôle de meneur d'hommes. À part mes activités dans les médias privés et publics en Égypte, j'ai préféré rester dans l'ombre. Quiconque montre son visage dans les médias se retrouve à leur merci, et j'ai préféré me concentrer sur mon métier. J'ai acheté de l'équipement pour tourner et éditer mes films, et j'ai commencé à développer mes compétences professionnelles.»



Hassan dit ne pas se projeter loin dans l'avenir. «J'aime vivre au jour le jour», explique-t-il. Il est actuellement réalisateur et photographe indépendant et travaille au tournage et à l'édition d'un autre documentaire sur ce qui s'est produit pendant la révolution. Il termine aussi un film sur les prisonniers politiques. L'actrice principale de ce film est l'activiste Sanaa Abdel Fattah, une de ses proches amies, qui a été condamnée pour avoir protesté à trois ans de prison vers la fin de 2014.

Hassan n'a pas perdu tout espoir dans la possibilité d'une évolution démocratique en Égypte, mais il déplore la lenteur des progrès et le fait que le pays retombe sans cesse dans les mêmes erreurs.

Et il veut rester en Égypte, tout en espérant vivre quelque temps à l'étranger. «Je ne songe jamais à émigrer. À l'heure actuelle, je cherche un poste d'enseignant pour un an ou deux en Angleterre ou aux États-Unis, et j'espère que ma chance durera. Je pense que cela fera une grande différence pour mon parcours professionnel.»

Hassan est convaincu que les nouvelles technologies et les médias sociaux ont joué un rôle crucial dans sa vie professionnelle. «La rapidité m'a été très utile. Je couvrais des événements et des heurts et je publiais immédiatement mes vidéos sur YouTube, où elles étaient visionnées par des dizaines de milliers de personnes, et c'est ce qui a fait succès et ma réputation.»

Sa réussite artistique a aussi été fructueuse sur le plan financier : «Mon revenu mensuel a beaucoup augmenté, et je possède maintenant ma propre maison dans le centre-ville [du Caire].» Il a offert son ancien domicile à sa mère et à ses sœurs, qu'il soutient financièrement.

Cela dit, il n'est pas prêt pour le mariage. «Certes, ma situation financière s'est améliorée ... mais je n'ai pas les moyens de me marier à l'heure actuelle; je vais sans doute attendre encore un an ou deux.» ■

Reportage et photo : Hisham Allam

Au Japon, un pas en avant, deux pas en arrière

LES DERNIÈRES années ont été éprouvantes pour Takumi Sato, qui a trouvé du travail, a essayé de vivre avec une maladie mentale, a perdu son emploi et se considère maintenant comme une victime de la politique économique gouvernementale.

Et bien que ses parents, inquiets, ont réussi à le convaincre de passer plus de temps chez eux (ils habitent à l'est de Tokyo), il reste farouchement encore seul et refuse d'abandonner son appartement à Kawagoe (dans la banlieue Nord de la capitale).

Sato, qui a 26 ans, est décidé à s'en sortir avec l'allocation mensuelle d'environ 1.000 dollars que lui verse l'État. «Je dois faire attention, mais j'en ai pris l'habitude et j'essaie de mettre un peu de côté chaque mois», dit-il.

Il fut un temps où tout allait bien pour lui. Il avait décroché un contrat de six mois avec une entreprise qui produit des dessins animés et des vidéos pour la télévision; ce contrat n'a pas été renouvelé, mais il en a rapidement trouvé un autre de même durée, cette fois avec une entreprise qui prépare des plateaux-repas (bento) vendus en supermarchés ou supérettes. Mais, ensuite, on a découvert qu'il était atteint du syndrome d'Asperger (désordre apparenté à l'autisme) et de troubles d'hyperactivité avec déficit de l'attention — et son médecin lui a conseillé de quitter son emploi, car sa santé mentale s'était dégradée.

Après s'être remis, Sato s'est inscrit à «Hello Work», l'agence nationale pour l'emploi et a été ravi de trouver presque immédiatement un nouveau poste dans une société qui crée des jeux pour téléphones portables ou en ligne. «C'était comme si un rêve devenait réalité, car c'était exactement le type d'emploi que je recherchais», explique ce jeune diplômé, qui avait étudié à l'université la conception et la production de jeux vidéo.

Une fois de plus, il avait un contrat de six mois, renouvelable, comme des millions d'autres travailleurs, alors que jadis, quand on trouvait un emploi, c'était pour la vie. Mais, après le déclin économique qui s'est amorcé au début des années 90, ce modèle a peu à peu disparu.

«Ils m'ont dit que je serais titularisé au bout de six mois», affirme Sato. «Cela voulait dire que je ne bénéficiais pas des



mêmes avantages que mes collègues permanents, et six mois, ça paraissait vraiment long.»

Le stress a commencé à se faire sentir; il n'arrivait pas à dormir et arrivait en retard au travail. Il s'est fait rappeler à l'ordre plusieurs fois, mais cela n'a fait qu'aggraver les choses, raconte-t-il. Son médecin a diagnostiqué des troubles du sommeil, et la compagnie a continué à le rémunérer jusqu'à la fin de son contrat, mais ne l'a pas renouvelé.

Il est maintenant au chômage et sous traitement pour ses ennuis de santé mentale. «Je souhaite vraiment travailler», dit-il. «Je voudrais trouver un endroit où on m'accepte pour ce que je suis, où les gens comprennent ma situation. C'est pourquoi je suis suivi par des gens qui m'aident à comprendre comment je peux être un membre productif de la population active.» Cela passe avant tout le reste, que ce soit se faire des amis ou fonder une famille. «Je ne peux pas travailler, alors comment trouver l'âme sœur et faire vivre une famille?»

Sato semble se résigner à son sort. Mais, quand il est question de la situation politique au Japon, il réagit et même s'emporte. «L'Abenomics n'a absolument rien donné pour des millions de personnes comme moi», dit-il à propos des efforts du Premier Ministre,

Shinzo Abe, pour remettre l'économie d'aplomb à coup de relance budgétaire, d'assouplissement monétaire et de réformes structurelles.

Sato estime que la politique gouvernementale a creusé le fossé qui sépare au sein de la société japonaise les nantis des plus démunis. «Il aide ceux qui ont déjà les poches pleines, notamment les grandes entreprises et les personnes âgées. Mais les gens comme moi — les jeunes, les employés à temps partiel, les chômeurs, les malades — n'ont plus de représentation ni de droits», déclare-t-il.

En novembre 2014, Abe a convoqué des élections anticipées pour le mois suivant.

Sato dit qu'il a voté pour le parti communiste japonais. Le parti d'Abe a remporté les élections haut la main. ■

Reportage : Julian Ryall; photo : Alfie Goodrich

Quadrature du cercle aux États-Unis

ALEXA CLAY se sentait perdue et déboussolée. Le choc culturel y était pour quelque chose : cette activiste sociale venait tout juste de rentrer à Berlin, où elle habite maintenant, après un bref voyage à Washington. Elle avait été frappée à nouveau par le rythme frénétique et la volonté obsessionnelle de la carrière qui caractérisent la vie dans la capitale des États-Unis.

Mais sa confusion a aussi des causes plus existentielles. Elle passe une bonne partie de son temps à réfléchir aux grandes questions actuelles : Où mène le capitalisme ? À quel sort la dernière superpuissance est-elle vouée ? Comment faire bouger les choses au sein d'entreprises gigantesques et monolithiques ?

Quand *F&D* avait recueilli son opinion il y a deux ou trois ans, elle travaillait pour une organisation non gouvernementale et était très engagée dans le mouvement «Occupy» (Occupons [Wall Street] en français), qui a pris la forme d'une série de manifestations, à la suite de la crise financière de 2008-09. Ce mouvement était né d'un sentiment de dégoût face à ce qui était considéré comme la cupidité de Wall Street et semblait devoir persister. En fait, il s'est essouffé et a en définitive quasiment disparu de la conscience collective.

Deux ans plus tard, Clay reconnaît qu'elle met moins d'espoir dans la possibilité d'une évolution de la société. «Les choses sont

bien plus compliquées et complexes [que je ne le pensais]. Je dirais que je continue à travailler dur pour les mêmes causes, mais je dois reconnaître que les choses avancent moins rapidement que je l'aurais souhaité.»

Après l'épisode Occupy, Clay s'est transformée, selon ses propres termes, en une sorte de «pirate culturel», et elle revendique son statut d'outsider. Sur son site Internet, elle se décrit comme «asociale en chef», dont le but est de «réordonner l'esprit du capitalisme, un asocial après l'autre».

Se proclamer asociale, soit, mais pourquoi «pirate culturel»? «Mes parents sont tous les deux anthropologues, c'est pourquoi la culture a toujours eu beaucoup d'importance pour moi. La culture n'est pas statique et il y a moyen de la façonner.» Elle explique qu'elle travaille avec des gens pour leur donner les moyens de changer la culture. Et le piratage, «ça consiste à apprendre à connaître les systèmes pour les transformer. Les pirates savent vraiment comment décortiquer les systèmes, ils en connaissent les moindres détails. C'est exaltant. On a le sentiment d'œuvrer pour une noble cause.»

Dans le cadre de son plan de piratage culturel, Clay a participé à la création de la «Ligue des Intrapreneurs», qui aide bénévolement les employés de grandes organisations (les «guerriers cloisonnés» comme elle les appelle) qui veulent transformer leur entreprise de l'intérieur.

Elle nous donne l'exemple d'un employé de l'industrie automobile de troisième génération connu sous le nom de Dave. Il ambitionne d'amener l'entreprise pour laquelle il travaille à repenser les transports urbains, ce qui va bien au-delà de son objectif primaire — la fabrication de voitures.

«Avec quelqu'un comme Dave, nous commençons par un entretien d'une heure pour découvrir son identité en tant qu'intrapreneur social : il est membre d'Amnesty International; il est catholique. Il introduit tous ces autres éléments dans son travail. Il y a beaucoup de gens qui n'ont pas le courage d'être aussi authentiques sur leur lieu de travail.»

«Après l'entretien, nous avons assemblé un premier groupe de vingt personnes qui nous semblaient répondre à ce signalement. Nous les avons mis en rapport. Puis nous avons organisé une compétition mondiale pour intégrer d'autres personnes au réseau.»

Le travail de Clay l'oblige à parler beaucoup, mais la conversation, le réseautage, la discussion et l'échange des idées sont pour elle une fin en soi. Sur son site de pirate culturel, elle explique : «La conversation est pour moi un outil afin de comprendre l'état du monde. Je m'en sers pour trouver une connexion. Je m'en sers pour m'amuser.»

Mais une femme ne peut pas vivre seulement de conversation et, depuis deux ans, elle a financé son existence nomade en donnant des conférences, en assurant des services de conseil et en écrivant.

Son goût pour l'excentricité sociale l'a amené à coécrire un livre qui doit paraître dans quelques mois, *The Misfit Economy* (L'économie décalée), qui présente des novateurs à l'œuvre dans l'économie souterraine ou informelle, d'où le titre.

La galerie de portraits de Clay inclut des personnages peu ragoutants — pirates somaliens ou trafiquants de drogues —, mais aussi Lady Gaga, qui relève le défi de la quadrature du cercle en exploitant son «image décalée». Ce qualificatif convient peut-être aussi bien à Clay qu'à Lady Gaga. ■

Reportage : Hyun-Sung Khang; photo : Michael Spiloto

